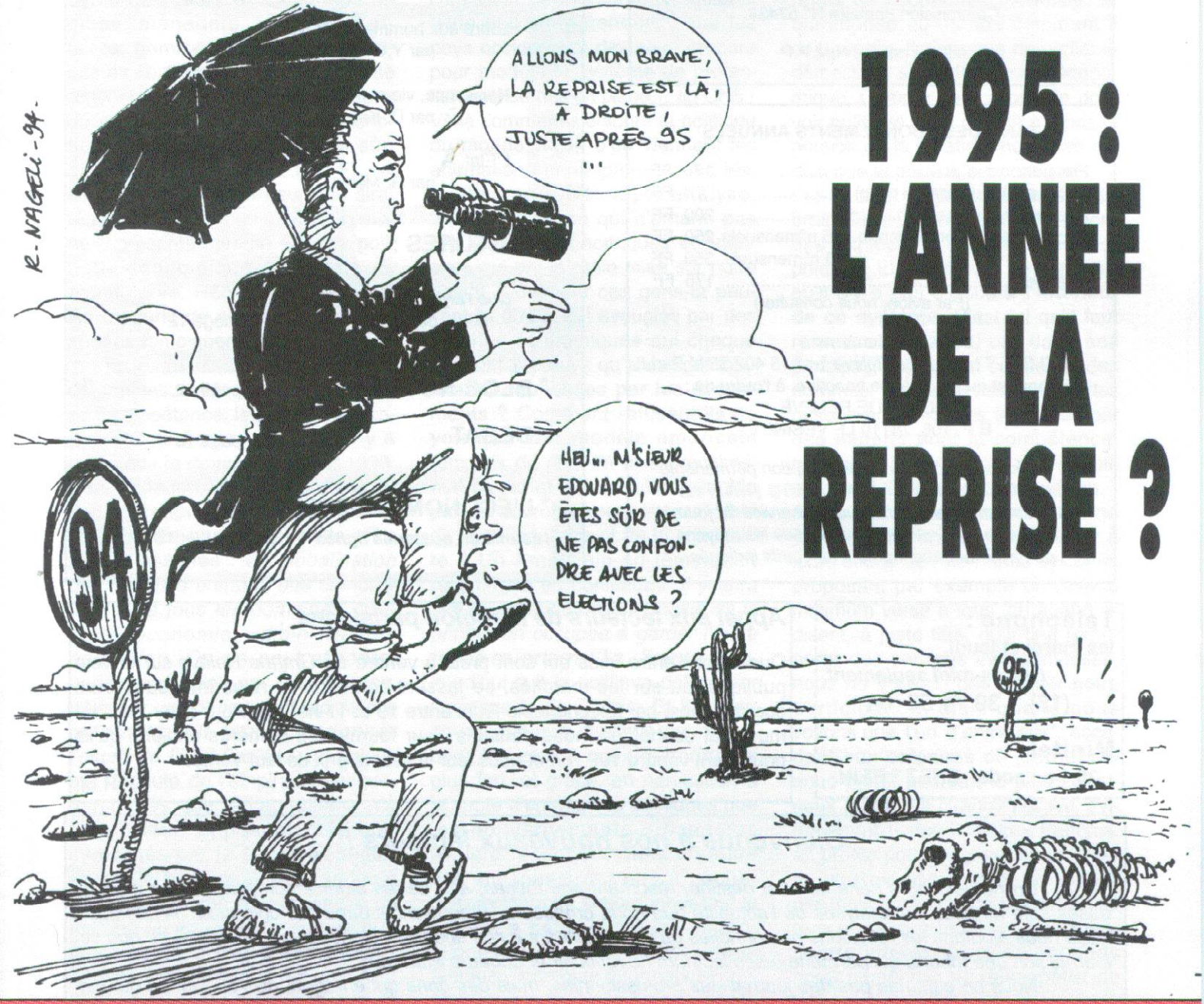
M 1669 - N° 931 - 13 F - mars 1994 - ISSN 0398 - 2076

LA GRANDE RELÈVE

DES HOMMES PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN

1995 : L'ANNEE DE LA REPRISE ?



M 1669 - 931 - 13,00 F

service des abonnements :
BP 108
78110 Le Vésinet

Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Rédacteur en chef :
Jean-Pierre MON

Recherche et documentation :
René MARLIN

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME
*

Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.
*

Impression : R. PERNEL

Commission paritaire N° 57434.

diffusé par les N.M.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France.....130 FF
Abonnement d'essai (6 mois) ..... 70 FF
Abonnement de soutien.....200 FF
Abonnement de propagande : 5 n°mensuels. 250 FF
10 n°mensuels. 350 FF
Etranger..... 175 FF
(Par avion, nous consulter)

Règlements :
par C.C.P. *" La Grande Relève "*, n° 13 402.39 M Paris
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :
LA GRANDE RELEVE
B.P. 108, 78110 LE VESINET
*

Ce journal survit grâce à la souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVE"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal
à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens
de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.

AU SOMMAIRE DE CE N° 931:

*** ÉDITORIAL :**

Gare à ce qu'on nous mijote !
par M-L Duboin page 3

*** ACTUALITÉ :**

Lu, vu, entendu page 4

Une reprise : celle de l'espérance,
par A. Prime page 5

Au fil des jours
par J-P Mon page 9

*** RÉFLEXIONS :**

Lettre aux hommes politiques,
par Y.Gourbeault, syndicaliste,
page 6

Naissance, vie et mort du salariat,
par D. Kessous page 7

L'État,
par R. Marlin page 10

*** LECTURES :**

Que l'argent soit ! de F. Rachline,
par D. K page 12

*** BLOC-NOTES :** page 12

*** DÉBAT :** page 13

*** L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE :**
résumé en quelques lignes pages 15 et 16

Téléphone :
les mardi et jeudi,
l'après-midi seulement,
(16) 1 30 71 58 04

Minitel :
36 14 code CHEZ * REIN.

Appel aux lecteurs de la région parisienne :

Que ceux d'entre vous qui sont prêts à vendre *La Grande Relève* sur la voie publique, ou sur les marchés, se fassent connaître et nous indiquent leurs coordonnées, par téléphone, le jeudi entre 15 et 17 heures. Pour aider les chômeurs et déshérités, nous pouvons leur fournir des numéros anciens qu'ils pourraient vendre 10F l'un et nous leur laisser le prix de leur vente.

R.M.

Bienvenue à nos nouveaux lecteurs !

Un numéro hors série leur est destiné, résumant nos thèses, afin de les aider à comprendre sur quelles bases sont fondées les analyses de l'actualité que nous proposons chaque mois dans nos colonnes. A ces analyses nous ajoutons les réflexions personnelles qu'elles suscitent à nos abonnés. Nous tenons en effet à ce que ce journal soit une tribune qui permette à ses lecteurs de réfléchir et débattre entre eux .

Nous ne sommes pas des journalistes professionnels, mais des gens qui enragent de voir tout ce qui est humainement et objectivement possible et qu'on ne fait pas, faute, peut-être, d'y avoir pensé. Alors nous essayons, avec nos modestes moyens et toute notre bonne volonté, d'amener à ces réflexions le plus de monde possible. Merci de vous associer à nos efforts pour un monde meilleur et plus humain.

La directrice du journal.

Voir en page 16 la liste des ouvrages et documents
qui sont encore disponibles, parmi ceux que nous avons publiés.

Gare à ce qu'on nous mijote !

par M-L Duboin et J-P Mon

Presque en catimini, à Davos, petite mais confortable station suisse de sports d'hiver, se tient en janvier ou février, depuis 23 ans, une réunion internationale qui s'appelle le Forum économique du Monde. On pourrait l'appeler le forum des lobbies, car, créé à l'initiative de la Trilatérale, c'est l'occasion pour les plus puissants décideurs économiques du globe, managers, hommes d'affaires, hommes politiques, économistes réputés et influents, de se rencontrer discrètement entre gens du même monde (le prix d'inscription, hors hébergement bien sûr, était cette année de 60.000 F)…et de se mettre d'accord sur une stratégie commune. Il en résulte un rapport, présenté comme étant la politique économique et sociale *du monde libre*. Rédigés par R.Barre, les rapports de ces deux dernières années témoignent à la fois de leur manque de réalisme et de leur détermination. Manque de réalisme, ou incompétence, le plus grand économiste de France concluait il y a un an que la reprise était pour 1993. Détermination, au mépris de toute considération sociale, manifestée cette année encore par cette affirmation assénée : *La globalisation des marchés entraîne une compétition dans tous les domaines, politique, économie, administration, éducation. On ne peut affronter cette compétition par la protection, mais par un changement rapide des mentalités. Il faut abandonner l'esprit de l'État-Providence*. Grisés par la chute de l'empire soviétique, persuadés que le capitalisme n'a plus aucun opposant crédible, intoxiqués par le "modèle" anglo-saxon, le beau monde du sommet de Davos estime *que la rigidité du marché du travail et l'excès de protection sociale sont les principales causes du chô-mage*, et qu'il faut donc *absolument baisser le coût du travail dans les pays développés»*. Même si *d'inévitables et pénibles ajustements en résulteront*, comme conclut Catherine Lovey, journaliste de *La Tribune de Genève,* qui ajoute, pas dupe : *Restait enfin à trouver un credo : il faut travailler et produire plus pour lutter contre le chômage, augmenter l'offre et pas seulement la demande*.

Citons d'autre part les propos de Mme Germaine Baux, PDG d'une compagnie financière, affirmant en commentant ce même Forum dans l'émission de *France-Inter*, intitulée "Rue des entrepreneurs", que les pays occidentaux devraient prendre pour modèle le système de protection sociale mis en place… au Chili ! Voilà comment s'élabore la politique du monde. Voilà d'où viennent les affirmations péremptoires avec lesquelles on réfute toute analyse, toute proposition qui n'émane pas des experts économiques et financiers qui ont la main mise sur notre destin. Comment ces gens-là peuvent-ils être aussi aveuglés par des théories économiques qui chaque jour font la preuve qu'elles sont totalement dépassées par les événements ? Comment refusent-ils de voir que leur modèle américain (emplois de plus en plus précaires, mal payés et déqualifiés) se solde par un accroissement irrépressible de la délinquance et de la criminalité ? Un Américain en témoignait récemment en constatant : *Il y aura bientôt dans ce pays la moitié de la population occupée à garder l'autre moitié en prison !* La France d'aujourd'hui suit la politique définie par les experts de Davos. Et les saupoudrages que distribue notre Premier Ministre à ceux qui crient le plus fort, et grâce, en particulier, à la vente d'entreprises publiques que les gouvernements précédents avaient regonflées dans un autre but, ne réussiront pas à cacher cette volonté de subordonner tout le peuple à cette dictature économique. La mise en chantier de la fameuse autoroute informatique, qui permettra à ce beau monde d'utiliser des moyens multimédias prodigieux, d'information et de **désinformation**, témoigne de la volonté d'étendre cette dictature. Même si elle est encore invisible pour beaucoup, quelques réactions dans l'audiovisuel en sont des indices qui ne trompent pas.

Comment peut-on, dans ces conditions, parler de **démocraties** occidentales ? Il n'y a pas de démocratie quand la politique se concocte dans un petit milieu bien fermé, qui tient les moyens financiers, donc les rênes de l'économie mondiale, et qui impose au monde comment il doit penser. Il n'y a pas de véritable démocratie sans démocratie économique. Comme il n'y a pas de pouvoir politique si ce dernier n'a pas le pouvoir de la création monétaire qui distribue le pouvoir économique.

Est-ce une raison pour baisser les bras ? C'est une raison pour craindre des explosions sociales catastrophiques. Et aussi pour comprendre qu'il n'y a pas d'issue **à l'intérieur de ce système**. C'est lui qu'il faut remettre en cause, car dans ses principes, il **contient** ce mépris des hommes, leur asservissement à des raisons économiques imposées par des experts dont la compétence, pour cette raison, entre autres, doit, elle aussi, être remise en question.

Alors quand des amis de bonne volonté nous invitent à collaborer à leurs efforts de réforme du système, proposant par exemple un revenu minimum versé à tous, ou quand ils disent, à juste titre, qu'il faut rémunérer des services indispensables, nous ne voulons pas refuser notre participation. Mais quand nous voyons que l'un d'entre eux*, accédant aux colonnes du journal qui nous parait pourtant le plus courageux (après *La Grande Relève,* évidemment !) des journaux français, en profite pour proposer qu'un revenu dit d'existence, mais de 1575 F par mois, soit financé par un crédit que consentiraient les banques, contre intérêt, nous ne pouvons nous empêcher de désespérer de telles collaborations…

———

* Yoland Bresson, "Instaurer un revenu d'existence contre l'exclusion", *Le Monde Diplomatique*, février 1994.

Catastrophe ou progrès ?

La revue *Sciences et Vie* n'aborde pratiquement jamais les faits de société et se cantonne dans les exposés scientifiques et techniques puisque c'est son but. Elle a cependant publié en janvier dernier un entrefilet particulièrement stupide :

PRÉVISIONS DÉMOGRAPHIQUES
ENCORE PLUS SOMBRES QUE PRÉVU

En 2020 un Européen sur quatre aura plus de 60 ans contre un sur cinq actuellement. En 2025, il n'y aura plus que deux actifs pour chaque personne ayant dépassé 60 ans.

Jusqu'à présent, je croyais que nous étions fiers et heureux de l'allongement de la vie humaine, l'espérance de vie étant passée d'une trentaine d'années au Moyen-Age à une moyenne de 75 ans, entre hommes et femmes, de nos jours et cela…grâce aux progrès de la science, en particulier biologie, médecine et chirurgie.…

Et l'on retrouve la rengaine : le nombre d'actifs par rapport au nombre de retraités ne cesse de diminuer…Mais c'est précisément cela le progrès : grâce à la machine, grâce aux techniques et à l'informatique, de moins en moins de personnes produisent de plus en plus de richesses. *"Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front"* n'a jamais précisé s'il fallait un torrent de sueur ou si seule une petite goutte suffisait (cette jolie phrase n'est malheureusement pas de moi).

La richesse d'une société, c'est la quantité de biens de toutes sortes produits et, en France tout au moins, nous n'en manquons pas, puisque l'on freine les usines et qu'on laisse les terres en friches. C'est à la société, par l'intermédiaire de nos politiques, de savoir distribuer équitablement ces richesses et de trouver, par exemple, une autre façon de payer les retraites si les cotisations des actifs ne sont plus suffisantes, car les retraités sont aussi des consommateurs.

…Les scientifiques ont autrement plus d'imagination que les économistes qui nous font entrer dans l'avenir à reculons.»

J. Touraine, Savigny sur Orge

***

Quand le Bâtiment va…mal

«La Fédération nationale du bâtiment considère que 1993 fut l'année la plus noire depuis 50 ans, et prévoit la perte de 30.000 emplois en 1994».

Citoyens, Janvier 1994

A quoi servent les milliards soi-disant injectés dans le Bâtiment par Balladur ?

***

Ce satané virus du profit

C'est vrai qu'il existe une secte politico-médiatique. Un exemple : le consensus autour du système monétaire. Politiciens et journalistes ne dénoncent pas cet affreux système monétaire qui, si on lui doit tant, est arrivé depuis soixante ans à un point de non-retour aux conséquences aussi néfastes que cruelles.

Jamais cette foutue monnaie archaïque n'est mise en cause. On commente sans jamais en dénoncer les origines réelles les destructions et les pillages en laissant s'entre-tuer et crever de faim la majorité des habitants de la planète, alors que les moyens existent sur cette Terre pour nourrir et faire profiter ces enfants d'un véritable bien-être matériel. Mais voilà, encore faudrait-il que les mots "socialisme", "Bible", "Évangile", "Coran", et autres, promulgués depuis tant d'années, cessent de ne représenter que des mots pieux, vides de sens, qui n'ont jamais réussi à apporter au monde, face à ce satané virus du profit *ce à quoi il est en droit d'espérer.*

(extrait de la *République du Centre* dans une rubrique ouverte aux lecteurs)

Envoi d'A. Dauteau, Orléans

***

A la recherche du travail perdu

Une véritable science économique devrait s'attacher à étudier les besoins vitaux des hommes, tant matériels que spirituels ou sociaux, pour les satisfaire : Tous, paysans et ouvriers, deviendraient des artistes, c'est-à-dire des hommes qui aimeraient leur industrie pour elle-même, qui l'amélioreraient par une direction et un génie à eux propres, qui, par là-même cultiveraient leurs forces intellectuelles, anobliraient leur caractère, élèveraient leurs jouissances. Or, ce qu'on entend par science économique aujourd'hui n'est que l'étude de la recherche du profit financier immédiat, au détriment de la planète et des humains, y compris l'infime minorité qui accapare ce profit en nous exploitant sans vergogne.

C'est au nom de cette économie que s'impose un ordre international inique, qui nécessite l'exploitation des pays pauvres au profit des pays riches, et à l'intérieur des uns et des autres, rejette dans la misère une part de plus en plus grande des populations, qui côtoient des minorités de plus en plus riches.»

Extrait d'un tract de la CNT-AIT
envoyé par J-F Amary, Artenay

***

On ne prête qu'aux riches !

« C'est le moment d'acheter, d'investir. L'État vous y aide ! ».

C'est H. de Charette, Ministre du Logement, qui vous le dit dans une brochure, éditée par son ministère. Et fort édifiante. On y apprend que de nouveaux avantages sont accordés aux propriétaires : ils peuvent maintenant soustraire leurs déficits fonciers de leur revenu global, l'allégement de l'imposition sur les plus-values immobilières est porté de 3,33 à 5 % (la plus-value est donc totalement exonérée après 22 ans et non plus 32 ans auparavant) et cette imposition sera même supprimée si pour acheter le logement, le propriétaire vend des SICAV ! Autre mesure exceptionnelle : l'exonération des droits de succession, de donation ou de mutation.

N'oubliez pas de diffuser la bande dessinée par Jacques Vignes-Elie :

…et si on changeait?

voir en dernière page nos conditions d'envoi.

Une reprise est bien là… celle de l'espérance

par André Prime

R. Barre, le meilleur économiste de France, *Raymond-la-sciece*, comme l'appelle le *Canard Enchaîné*, a doctement déclaré, à *7 sur 7*, le 16 janvier : *La récession est terminée, autrement dit, l'économie ne descend plus.. Nous sommes arrivés à un plateau. C'est en 1995 que la reprise se fera vraiment*. Bonne nouvelle, car depuis 1990, on l'attend et on ne voit rien venir. Mais bientôt, foi d'expert, la vague des 4 à 5 % de croissance outre-Atlantique va déferler sur la France et sans doute sur l'Europe.

Et l'emploi dans cette reprise euphorisante ? La nouvelle donne économique *ne peut pas avoir, rapidement, une répercussion sur l'emploi*. Pour cela, il faudrait *des transformations structurelles*. Vous pensez sans doute que Barre pense aux causes structurelles du chômage. Vous n'y êtes pas. Il poursuit :*Je veux dire (par là) essentiellement une réduction des charges qui pèsent sur les entreprises… car il faut libérer l'entreprise de toutes ces dispositions conventionnelles ou légales qui sont un frein à l'embauche.*

Jamais assez pour ces chères entreprises ! La pensée de Barre rejoint la rengaine patronale entendue depuis des mois : le coût du travail est trop élevé, le SMIC est un frein à l'embauche ; il faut réduire les charges, les impôts[1]. Or comme l'a rappelé justement Mitterrand, Balladur a donné 80 milliards aux entreprises sans qu'elles fassent le moindre effort pour embaucher. Et ça ne leur suffit pas. Écoutons Martine Aubry : *J'ai eu plusieurs fois l'occasion de voir Jacques Calvet, le PDG de PSA, venir expliquer à des responsables gouvernementaux que son groupe automobile était au seuil de la catastrophe, pour obtenir d'eux* ***la prise en charge par l'État de l'ensemble du financement de ses plans sociaux successifs»***. Quel aveu ! C'est ce que *la Grande Relève* a souvent dénoncé : non content de licencier, le patronat se fait payer avec nos impôts.

Le gouvernement, même s'il feint la sérénité, voire un certain optimisme, ne sait plus à quels saints se vouer pour relancer la consommation. Il en est arrivé à autoriser des prélèvements sur les participations dans les entreprises pour acheter… des voitures **neuves** ou donner 5.000 F pour mettre les vieilles à la casse, à condition de racheter une neuve.

Encore une fois — nous nous répétons parce que rien ne bouge — ce n'est pas en augmentant le nombre des Français **non solvables**, en consolidant l'esprit d'épargne chez ceux qui redoutent l'avenir, et en asséchant le **pouvoir d'acheter** des actifs et retraités par de nouveaux impôts et taxes[2] que le gouvernement relancera la consommation, son obsession, et donc la production.

C'est pourtant là toute la politique d'un Balladur tant plébiscité dans les sondages… même si parallèlement et paradoxalement l'action du gouvernement est condamnée par une majorité de Français.

Alors, la reprise, surtout celle de l'Espérance, ce n'est pas là qu'il faut la chercher.

La rue, la gauche…

Un préfet, peu cathodique, qui n'a pas l'air d'avoir inventé la poudre, persiste et signe : 260.000 dans la rue le 16 janvier. Même Pasqua a dit qu'il exagérait. Barre, encore lui, a donné la solution : chiffre des manifestants + chiffre de la Préfecture divisé par deux = entre 600 et 700.000 manifestants[3].

Il y avait sans doute plus que la gauche dans la rue, ce jour-là, *l'École de la République* restant au cœur des Français même de droite. Mais la gauche au sens large, très large, n'a pas hésité, malgré le froid et la pluie, à montrer sa détermination à ne pas laisser la droite s'attaquer à des acquis, souvent chèrement payés.

A quand une démonstration similair, des chômeurs ? Même avec 10 % des effectifs, ce serait une réussite. Leur nombre officiel actuel est l'équivalent de celui des fonctionnaires. Or ils n'ont pas de syndicats, si l'on excepte l'embryon de l'association *Partage* de Maurice Pagat, qui a tenu les 28 et 29 janvier ses *États Généraux du Chômage et de l'Emploi*. On en a parlé, très peu, à la télé.

Dès que M. Aubry, à l'*Heure de Vérité* du 23 janvier, eut lancé l'idée d'une action spécifique des chômeurs en dehors des syndicats surtout préoccupés de défendre ceux qui ont un emploi, ce fut un beau tollé au PS. Pourquoi ? Le parti socialiste n'entend sans doute pas, au moment où il cherche à se refaire une santé, encouragé par la manifestation du 16 janvier, à se mettre à dos les syndicats. Malgré tout, il faut voir la seule réalité qui vaille : la reprise de l'espérance est intrinsèquement liée aux forces de gauche, toutes les forces de gauche. En dehors d'elles, pas d'espérance.

Martine Aubry critique et espère

Fille de Jacques Delors, ancien ministre du Travail de P. Bérégovoy, M. Aubry vient de publier son premier livre *Le choix d'agir* et a donné une interview intéressante à Télérama le 19 janvier. Brillante, passionnée. Impressionnée par le monde des exclus, surtout dans les banlieues, où elle s'est rendue fréquemment, dit-elle, lorsqu'elle était ministre, elle a, après la défaite de gauche, choisi de se consacrer aux chômeurs en créant la *Fondation Agir Contre l'Exclusion*, (FACE). Son livre comporte une partie critique de l'action gouvernementale des socialistes — nous verrons qu'elle a la dent très dure — et une

partie propositions, qui n'exclut nullement l'économie de marché, adoptée désormais par tous les socialistes. Mais la sincérité de M. Aubry est évidente et sa démarche, même incomplète, de notre point de vue, s'inscrit dans la *reprise de l'espérance*. Pour ne pas faire trop long, nous porterons l'attention sur la partie critique… positive en ce qu'elle montre ce qui est absolument à éviter demain si la gauche revient au pouvoir. Mais la leçon servira-t-elle ?

M. Aubry, en attendant que commence le dernier Conseil des Ministres socialistes, discute avec un collègue. Elle lui fait part avec émotion de tout ce qu'elle a vu dans les banlieues avant et pendant la campagne électorale. Réplique du collègue :*Eh bien, si tu réagis comme cela, si tu es aussi sensible, tu n'es vraiment pas faite pour la politique*. Révélateur, non ?

La gauche aujourd'hui ressemble-t-elle encore à celle qui, non sans un sentiment de vertige, s'était vu confier la direction du pays en 1981? Terrible constatation :***Nous étions arrivés sous les vivats du peuple, nous sommes repartis salués par les grands organes économiques et financiers***. *…Nous étions célébrés par le Financial Times et le Wall Street journal, mais abandonnés par ceux au nom desquels nous nous battions. La gauche ne pourra pas se reconstruire si elle ne réfléchit pas sur cette situation.*

Sur le partage du travail : *Moi-même, lorsque j'ai pris en charge le ministère du Travail, je me suis d'abord préoccupée de faire mieux fonctionner cette administration plutôt que de rouvrir le dossier de la durée du travail….*

Imaginons pourtant un moment la gauche réussissant à amener les Français vers une autre organisation du temps de travail, une volonté de sortie collective du chômage, un passage négocié aux 35 heures afin de mieux intégrer les jeunes, de développer du temps disponible pour se former… Je ne crois pas être naïve, mais je suis persuadée qu'une telle dynamique aurait donné un tout autre visage à la décennie 80.

N'avons-nous pas assez affirmé dans *la Grande Relève* qu'il était possible à la gauche au pouvoir de faire autre chose que gérer l'économie des capitalistes? L'aveu, hélas tardif, de M. Aubry confirme notre vision socio-économique.

Je conclurai en signalant que j'ai lu avec le plus vif intérêt une étude très dense (30 pages) de notre ami D.Kessous *Ébauche d'une recomposition du mouvement socialiste* qui me conforte dans l'idée d'une ***Reprise de l'Espérance***, plus sûre, à terme, que la reprise économique de Balladur. N'en déplaise aux tenants du capitalisme *vainqueur et marquant la fin de l'Histoire*, le socialisme est en mouvement… vers l'avenir : si on peut le freiner, on ne peut pas l'arrêter.

Lettre ouverte
à MM. les Hommes politiques

Depuis dix ans, j'entends tous nos gouvernants, à quelque tendance qu'ils appartiennent, proclamer que la lutte contre le chômage constitue leur objectif numéro 1, et que ***tout*** *doit être fait pour en venir à bout.*

Et que constatons-nous ? Une montée inexorable du chômage que les mesures prises rares et timides, ne sont pas parvenues à enrayer. «Entre le dire et le faire, il y a la mer» *dit un proverbe italien.*

La loi quinquennale, votée en décembre dernier, ne fait que reprendre les remèdes précédents qui ont montré leur inefficacité. Philippe Seguin a été l'un des premiers à se révolter en affirmant que «que nous vivons depuis trop longtemps un véritable Munich social». *L'absence de volonté et de courage politique en cette matière constitue un véritable crime envers le corps social tout entier, et tout particulièrement envers les jeunes.*

Et vous en êtes comptables, Messieurs les Hommes politiques. Englués dans vos contraintes électorales, vous n'avez plus le souci du bien commun et l'Humanisme n'est au premier plan de vos préoccupations qu'en paroles. Je suis scandalisé par l'apathie dont vous faites preuve face à ce fléau que constitue le chômage, qu'il est urgentissime d'éradiquer. Ce serait parfaitement possible si vous vouliez bien y appliquer courage et volonté. La réduction du temps de travail nous paraît être une mesure incontournable pour venir à bout du chômage. Bien entendu, il faut réunir trois conditions essentielles à sa mise en œuvre : l'adéquation quantitative et qualitative des offres et des demandes d'emploi, le maintien du pouvoir d'achat des salariés et la non pénalisation des entreprises.

Le Collectivisme, modèle des pays de l'Est, vient, par sa chute, de démontrer ses tares. Le libéralisme sauvage qui tente maintenant de s'installer partout sur la planète, laisse apparaître ses excès. Pourquoi ne pas étudier une troisième voie, médiane, ménageant pour les individus une double source de revenus, l'une générée par une activité professionnelle, proportionnelle à leurs capacités, l'autre fondée sur une répartition équitable de la richesse du pays, représentant l'héritage du travail des générations précédentes et qui pourrait s'appeler un revenu social *?*

Un tel modèle de société, qui nécessite naturellement des délais pour sa mise en place, présente, par ailleurs, l'avantage de pouvoir se réaliser dans les limites de l'hexagone sans subir de contraintes de l'extérieur, dans la mesure où les capacités d'emploi et le volume de la richesse nationale seraient respectés dans leur globalité. Seule la répartition entre les citoyens pourrait être modifiée.

Messieurs les Hommes politiques, soyez courageux !!

Yves Gourbeault, Syndicaliste CFE/CGC

---

1. Les impôts sur les BIC sont passés avec la gauche (bravo!) de 50 à 33 % ; ils ne couvrent même plus le service de la dette.
2. L'essence par exemple a augmenté 2 fois en dix mois : la taxe d'État représente 82 % du prix du carburant.
3. *«Si les 60 % de Français, qui ne sont représentés au Parlement que par quelques dizaines de députés, ne peuvent se faire entendre par la voie parlementaire, il est évident pour tout le monde qu'ils choisiront la rue» GR, Mars 93.*

Naissance, vie et mort du salariat

par Djémil Kessous

Depuis environ deux siècles, nous sommes plongés dans la plus importante mutation de l'histoire de l'humanité : la **Révolution industrielle**. Les effets globaux d'un tel événement, dont on commence **à peine** à saisir toute l'ampleur, sont aujourd'hui bien connus : une population humaine multipliée par cinq dans ce court laps de temps (nous sommes, subitement, plus de cinq milliards, or il avait fallu bien des millénaires pour atteindre le premier milliard) et surtout une production industrielle multipliée par plusieurs centaines : c'est donc **une véritable explosion** que nous connaissons. Dans les lignes qui suivent nous allons tenter de décrire sommairement ce phénomène ; en outre, nous verrons que certaines manifestations qui en marquent le début et la fin présentent d'étranges similitudes.

Une brève comparaison avec la révolution néolithique, qui est un autre fait marquant de l'histoire de l'humanité, va nous permettre de mieux situer les choses. Cette dernière, bien plus ancienne, s'est produite il y a environ dix mille ans. C'est elle qui nous a fait passer de la préhistoire à l'histoire et entrer dans l'ère de la civilisation rurale. Mais cet événement s'est déroulé sur plusieurs millénaires ; il est, par conséquent, beaucoup plus atténué, progressif ; en outre, il a connu plusieurs foyers originels distincts (l'Amérique du Sud, le Proche- Orient, la Chine…) Contrairement à cela, la présente Révolution industrielle s'est enclenchée brutalement à la fin du XVIIIème siècle dans un seul endroit bien circonscrit, le nord-ouest de l'Angleterre. C'est dans cette contrée restreinte qu'à partir de 1765, une série d'innovations engendrées par quelques hommes ingénieux sous la formidable et impérieuse pression du marché, donc de la nécessité, va entraîner des conséquences insoupçonnées qui poursuivent encore leurs effets de nos jours : de la spinning-jenny d'Hargreaves (sorte de rouet mécanisé de manière rudimentaire) jusqu'au plus récent *note-book* à commande tactile, s'intercale une suite ininterrompue d'invention : la machine à vapeur, le chemin de fer, l'électricité, l'automobile, le nucléaire, l'électronique, l'informatique… dont la généralisation et la prolifération ont bouleversé l'aspect de la planète entière.

On ne prend toute la mesure d'une révolution qu'en observant ce qui se passe **avant** et **après**. Poursuivons notre comparaison. Avant l'ancienne mutation néolithique l'humanité se compose de hordes de chasseurs-cueilleurs nomades préhistoriques. Après, nous voyons apparaître des communautés de paysans sédentaires, puis les premières formes d'Etat, la civilisation, l'histoire... Pour notre présente mutation il est malaisé de prévoir ce que nous aurons après, nous voyons de mieux en mieux, par contre, ce qu'il y a **avant** et **pendant**.

« Vous voulez les misérables secourus, moi je veux la misère supprimée »[1].
Victor Hugo.

Avant la Révolution industrielle, l'humanité se compose à 90% de communautés rurales vivant en quasi-autarcie. La majeure partie de la production, agricole ou artisanale, sert à la subsistance, à l'autoconsommation. De larges parties du sol, les communaux, sont, comme leur nom l'indique, propriété **commune** et exploitées par tous, notamment pour l'élevage. Bien que le servage soit théoriquement aboli, les populations restent en pratique fortement attachées à leurs terroirs, sinon à la glèbe, du moins à la paroisse. La monnaie est rare ; beaucoup de prélèvements sont effectués en nature. Enfin, la société est pauvre ; si l'économie de marché, le commerce, ne font qu'effleurer superficiellement ces sociétés, c'est parce qu'il y a, en fait, bien peu de richesses à distribuer. Enfin, ***le salariat est un mode d'exploitation à peu près inexistant***.

Et **pendant** ? En quelques décennies, la Révolution industrielle va abolir cet état de fait en faisant exploser la productivité du travail et les rendements des sols. Mais elle induira également une **vénalisation considérable de la société**. Progressivement, tout va se vendre et s'acheter, s'échanger. En premier lieu, bien sûr, **l'immense accumulation de marchandises** évoquée par Marx dans *le Capital*, mais cette **marchandisation** touchera également les terres, le travail humain — par l'intermédiaire du salariat — et des secteurs sociaux entiers qui ne se développeront qu'en se vénalisant : les assurances (sociales ou non), la culture, le sport, les loisirs, la politique …

Nous allons à présent observer un phénomène précis qui s'est produit à l'aube de ce bouleversement et qui semble, d'une certaine manière, se reproduire de nos jours. Il convient d'abord de noter que les prémisses de notre Révolution industrielle sont **agricoles**. C'est l'augmentation notable des rendements des terres - amorcée préalablement aux Pays-Bas avant de se généraliser à l'Angleterre - qui va libérer les bras de la future armée de réserve industrielle qui, ultérieurement, montera à l'assaut de la production. Mais ce phénomène ne s'est pas produit du jour au lendemain et a connu bien des entraves. Au départ, donc, les bras des paysans libérés par l'augmentation de la productivité agricole vont se trouver **inemployés** ; nous entrevoyons déjà la ressemblance avec notre période actuelle. Ce n'est que par l'intermédiaire d'une prodigieuse réaction en chaîne, d'une complexe

interaction d'effets vertueux - instauration d'un progrès technique constant, généralisation du marché, création de nouveaux besoins, réformes politiques - que le système capitaliste réussira à absorber la masse croissante des paysans en surnombre pour les employer d'abord dans les secteurs primaires et secondaires de l'industrie, puis, en multipliant les effets pervers (notamment par une bureaucratisation croissante), dans le secteur tertiaire (banques, assurances, fonction publique…)

Le **conservatisme** est la règle de fonctionnement normal de toute société; chaque collectivité ne consent au changement, en période de crise, que sous l'empire de la nécessité. Au début de la Révolution industrielle, dans ce monde précapitaliste fortement conservateur, des forces importantes vont s'opposer à la création d'un marché du travail qui est l'une des conditions nécessaires à l'avènement du nouveau système libéral. En 1795, à Speenhamland, dans le sud de l'Angleterre, des notables décident d'assurer aux pauvres de leur comté certains subsides représentant, en fait, un véritable RMI avant la lettre ; cette allocation est financée par les revenus fonciers. La **loi de Speenhamland**, dès lors, va rapidement se généraliser, et pour plusieurs décennies, dans la majorité des campagnes anglaises. Il est intéressant de noter qu'en France, à la même période, en 1796, Thomas Paine présente au Directoire un mémoire allant dans le même sens que Speenhamland (voire même plus loin) en proposant le versement d'une allocation forfaitaire à tout citoyen majeur ; tout comme outre-Manche, le financement de ce projet serait assuré par une taxe foncière.

Mais c'est en Angleterre que les faits décisifs surviendront. Comme l'a remarquablement analysé Karl Polanyi[2], ce n'est qu'à partir de 1834, date de l'abolition du système de Speenhamland, en forçant les exclus à se vendre, à se **salarier** ou à connaître la déchéance de l'asile, du **workhouse**, que le capitalisme va pouvoir commencer à fonctionner régulièrement.

La thèse que nous soutenons ici - nous prenons, certes, le risque d'être démenti par l'histoire - est que nous vivons les dernières péripéties de la Révolution industrielle, de ce phénomène biséculaire et monstrueux qui a tellement traumatisé toutes les espèces vivantes sur terre, à commencer par la nôtre, et qui en a anéanti bon nombre. Dès lors, comme nous le suggérions plus haut, on peut constater d'étranges similitudes entre le début et la fin de ce phénomène. Au préalable, observons une petite différence sémantique existant entre la **pauvreté** et le **paupérisme** : durant 99 % du temps de son existence, l'homme a été *pauvre*, il n'a pas été un *pauper*. Le pauvre est digne ; on pense à la maison des *pauvres gens*, de Victor Hugo : malgré le dénuement, elle est rangée, entretenue, *bien close*. Le pauper, c'est tout autre chose : c'est un indigent, un déclassé, un surnuméraire, un assisté ... et cette espèce singulière ne se met à proliférer qu'en période de crise aiguë, comme il y a deux siècles ou actuellement, c'est-à-dire aux deux extrémités de notre Révolution[3]**.** Le paupérisme n'est pas la vocation de l'humanité, c'est une maladie infantile dont elle doit endurer les symptômes à certaines périodes.

La similitude existant entre le début et la fin de la Révolution industrielle, nous la retrouvons également dans les diverses dispositions que l'on prend pour tenter de pallier aux effets de ce phénomène qui, entre-temps, a pris une dimension planétaire. Aujourd'hui, comme au commencement, on adopte des mesures similaires à Speenhamland mais au plus large niveau international. Ces réformes présentent la caractéristique commune suivante : plutôt que de remettre en cause le fondement du système, elles tendent à sa conservation. Tout comme Speenhamland, les différents **RMI** laissent aujourd'hui végéter une immense masse d'êtres déclassés se sentant devenus inutiles dans un monde qui les rejette. La différence est qu'il y a deux siècles les mesures de Speenhamland **s'opposaient à l'instauration nécessaire du salariat**, aujourd'hui, les différents RMI **s'opposent à la fin nécessaire du salariat** … Mais nous savons que l'acharnement thérapeutique et les soins palliatifs ne durent qu'un temps, tôt ou tard, c'est tout le système qui devra disparaître, c'est le travail vénalisé, le salariat qui devra être aboli, programme pour lequel plusieurs générations de socialistes de toutes tendances ont milité et pour lequel on n'a cessé de les traiter d'utopistes. Mais cette nouvelle mutation inéluctable passera nécessairement par la reconnaissance effective du droit au travail, par l'instauration d'un *service social,* d'une économie distributive.

---

1. Victor Hugo, *Quatre-vingt-treize*, ces paroles sont prononcées par Gauvin, avant son exécution.
2. cf. *La Grande Transformation*, Gallimard, 1983.
3. Ou encore, sur sa périphérie grandissante.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Pour que vive la Grande Relève

Bernadat 60 - Mme Olombel 130 - Mme Lahens 300 - H. Bevancon 880 - M. Canetto 130 - P. Desouches 100 - R. Bruguières 80 - Mme De Buck 30 - C. Logre 180 - R. Guichon 240 - Mme Cerison 230 - R. Labesse 300 - H. Moulinier 360 - M. Coty 180 - Mme Bouchard 280 - R. Lanchon 80 - L. Janelle 260 - M. Couton 130 - P. Béné 145 - M. Péron 80 - Mme Couteau 70 - P. Kromer 30 - R. Brusseau 255 - Mme Georget 300 - Mme Phélipot 200- Ch. Lucas 270 - L. Verdelhan 30 - G. Coty 80 - T. Grémion 80 - G. Frete 25 - Morilhat 130 - J. Rocroy 180 - H. Lepeu 130.

Total 5.955 F.

Merci à tous !

Ça continue !

Aux Etats-Unis, ATT (première compagnie mondiale de téléphone) va supprimer 14.000 à 15.000 postes de travail au cours des deux années à venir, soit 16 % des effectifs du groupe. Les suppressions d'emplois affecteront les employés et le personnel d'encadrement. Les employés qui quitteront la compagnie pourront recevoir jusqu'à 104 semaines de salaire à titre d'indemnités, les cadres jusqu'à 42 semaines seulement.
Ces dégraissages (downsizing en américain) touchent aussi les petites compagnies concurrentes d'ATT : Pacific Telesis va supprimer 10.000 emplois d'ici à 1997, GTE Corporation 17.000 postes d'ici à la fin de 1996, Nynex veut réduire ses effectifs de 16.800 d'ici à 1996 (20 % de réduction). A côté de ces compagnies, "les Baby Bells", issues de l'éclatement de BELL, à la suite de la suppression du monopole, il ya une dizaine d'années, d'autres compagnies régionales, US West, Bellsouth, Southwestern Bell,... se sont aussi engagées dans des restructurations profondes. C'est donc plus de 60.000 emplois que va perdre l'industrie du téléphone aux Etats-Unis dans les deux ans qui viennent !
Malgré ça, c'est la reprise aux Etats-Unis...

***

Digital Equipment Corporation, autre grand de l'informatique américaine, envisage de supprimer 5 à 6.000 emplois en Europe au cours des 12 à 18 prochains mois, afin de faire baisser ses coûts de production. Le groupe emploie actuellement 30.000 personnes en Europe. Le président de la branche allemande a déclaré de son côté que d'autres suppressions d'emplois ne sont pas à exclure.

***

En France, IBM en est, en trois ans, à son troisième plan de suppression d'emplois : 3.000 en 1994 après avoir fait passer ses effectifs de 24.000 personnes en 1986 à 13.565 au 1-1-1994. Qui plus est, pour atteindre son objectif de faire 580 millions d'économies, la compagnie va procéder à des réductions de salaires se montant, au total, à 300 millions de francs (ce qui correspond à la suppression de 1.300 emplois supplémentaires). Et rien ne dit qu'un nouveau "plan d'économies" ne sera pas mis en place en 1995 !

Gageons qu'à force de réduire leurs coûts, IBM et DEC finiront par nous donner leurs ordinateurs pour rien !

***

Dans le pétrole, ça va bien, merci !

Malgré la forte baisse du prix du brut qui aurait occasionné une chute de la valeur du stock estimée à 800 millions de francs, le bénéfice de Total en 1993 serait de 2,9 milliards de francs. Tout en diversifiant ses activités, Total poursuit la réduction du nombre de ses points de vente qui est passé de 4.100 en 1990 à 3.700 en 1993. Il devrait n'être plus que de 2.900 en 1996. (Ça ne fera que nous inciter encore davantage à nous approvisionner dans les grandes surfaces qui assurent déjà en France plus de 40 % de la distribution.)
A part ça, le président du groupe n'est pas très chaud pour embaucher de nouveaux pompistes : *un pompiste payé au SMIC, c'est de 13 à 14 centimes de plus le litre*, dit-il. C'est autant de "petits boulots" qui ne verront pas le jour. Total n'est pas gentil avec Balladur !
Un autre grand du pétrole, BP, affiche un bénéfice net "historique" de 5,3 milliards de francs en 1993, tout en prenant en compte la dépréciation de la valeur de son stock (évalué à 4 milliards de francs) par rapport à 1992. Le groupe a l'intention de maintenir ses efforts de productivité et d'augmenter son volume de production malgré "un contexte de baisse des prix". BP qui a supprimé 11.500 emplois en 1992 n'aurait pas, pour le moment, de nouveau programme de réduction massive d'effectifs, assure son président.

Jean-Pierre Mon

Qui a écrit ceci et quand ?

«Le partage du travail, le minimum de salaire assuré, l'utilité des grèves disparaîtra, et plus on inventera de machines et de perfectionnements, plus on diminuera la durée du travail...
Ce qu'il est nécessaire d'établir, c'est une répartition exacte du travail, afin que chacun en ait. Chacun alors, ayant de l'ouvrage et recevant le produit de son travail, aura la matière conventionnelle d'échange pour acheter ses produits, les vendre et s'en procurer d'autres. Ce ne sont pas assurément les produits qui manquent ; les magasins de toutes sortes en sont bondés du sous-sol au grenier, la production regorge de toutes parts ; les propriétaires, les industriels et commerçants se lamentent sans cesse que les affaires ne vont pas, qu'ils ne vendent pas assez, que la marchandise se détériore à rester en magasin, et (je ne sais si c'est contre argent) des journalistes écoutent et acceptent leurs plaintes, leurs doléances, leurs pleurnicheries...»
...«Il en sera du partage comme de toute chose nouvelle : on n'y arrive qu'après une série d'essais et de tâtonnements, mais ce surcroît de peine ne doit pas arrêter les tentatives de succès, quand le but à atteindre est peut-être le plus louable qui soit au monde : la suppression, depuis si longtemps cherchée, de la misère ; le relèvement de la personnalité humaine trop longtemps abaissée par des religions oppressives et ainsi maintenue par la bourgeoisie oligarchique».

Réponse :
Il s'agit d'un extrait d'un livre de 64 pages *"La fin du chômage par le partage du travail"*, publié en 1902, par Émile Pacault, ancien ouvrier boulanger, mis au chômage à 40 ans, en 1897.
Découvert en 1983 à la Bibliothèque Nationale et réédité par M.Lebel, aux éditions Paulines de Montréal, cet ouvrage a été cité par *Le Monde Diplomatique* en décembre dernier.

L'État

par René Marlin

Abondancistes, distributistes ou partisans de l'économie des besoins quelles que soient les façons de nous qualifier - elles ont toutes leurs avantages et leurs inconvénients - nous ne pouvons nous désintéresser de cette notion d'État qui subsiste malgré certaines prévisions et de nombreuses attaques. Si l'État peut être la forme organisée et soumise à une juridiction commune, d'une nation ou d'un groupe de nations, encore faudrait-il définir ce qu'est une nation. A l'origine, communauté linguistique : la nation franque, germanique, latine ; le concept de nation a évolué vers une réalité de fait qui rassemble les habitants vivant sur un même territoire et se reconnaissant une origine, une histoire et des mœurs à peu près communes. Les deux termes se sont presque identifiés si bien que l'usage s'est installé de parler d'Etat-nation, notamment depuis que la Révolution française a décrété le soulèvement en masse des citoyens afin de défendre leurs vies, mais aussi leurs institutions gouvernementales. Depuis 1789, les Etats-nations qui se multiplient ont été, en raison de leurs souverainetés absolues maladivement protégées, à l'origine de nombreux conflits meurtriers. Seules des institutions mondiales démocratiques pourraient mettre un terme à ces carnages.

Avant de se poser la question de savoir si l'économie distributive peut dorénavant s'instaurer dans un seul pays, ce qui semble de plus en plus illusoire, il convient donc d'observer les transformations des États modernes.

Dépérissement

Marx, puis Lénine, avaient fondé leur stratégie révolutionnaire sur l'idée de lutte des classes. Observant que l'État avait été investi par la classe dominante, ils l'avaient qualifié de bourgeois et par là même d'oppresseur. La classe ouvrière, celle des prolétaires, dont les intérêts étaient identiques et opposés à la bourgeoisie, devait naturellement fournir les forces nécessaires au dépérissement progressif de l'État bourgeois et à l'avènement d'un État sans classes où la liberté serait alors réelle. Ainsi serait atteint le véritable communisme, après une phase intermédiaire de socialisme caractérisé par la dictature du prolétariat. Remarquons que, selon cette thèse, l'Union soviétique n'a jamais franchi l'étape décisive et qu'elle a donc été qualifiée abusivement, par certains de ses propres gouvernants, mais aussi par tous ses ennemis, de communiste.

Curieusement les ultra libéraux capitalistes suivent une direction analogue, au moins dans ce domaine et cherchent aussi à affaiblir l'État en le privant d'action économique par le moyen des privatisations, l'abaissement des "prélèvements obligatoires" et des impôts. Les extrêmes se rejoignent et s'attaquent à l'État censé être accaparé pour les uns par la classe bourgeoise, pour les autres par d'affreux collectivistes.

Amaigrissement

Il n'en reste pas moins que les gouvernements cèdent de plus en plus de leur pouvoir absolu presque partout dans le monde. L'on peut y voir une conséquence des progrès de l'éducation et de la diffusion des connaissances. Les individus et les associations groupes, entreprises de toutes sortes qu'ils constituent, deviennent de plus en plus conscients, donc de plus en plus autonomes. On ne commande plus, on incite, on conseille, on indique, à la limite on se concerte, on réfléchit, on annonce sans décider. L'autogestion progresse partout. L'économie qu'il nous faut est compatible avec toutes formes démocratiques d'organisation de la société mais elle s'épanouira, encore mieux, là où chacun pourra s'exprimer et participer vraiment aux décisions. Nul n'est mieux motivé au travail que celui qui se sent impliqué dans la marche de son entreprise.

Les États perdent des pans entiers de leur souveraineté, à la fois par le bas : décentralisation, provincialisation, régionalisation, et par le haut : unions continentales, multinationales, mondialisations.

Éloignement

Ces tendances ne sont pas sans inconvénients. Les nouvelles administrations continentales, bien que bénéficiant de communications et télécommunications de plus en plus rapides, sont éloignées, dans l'espace et dans le temps, des citadins et des paysans de base. Constituées, surtout au sommet, de hauts fonctionnaires ayant reçu des formations de plus en plus abstraites, elles ont tendance à ignorer la nature profonde des institutions nationales. La Commission des Communautés Européennes, dominée par la mode des privatisations, veut ignorer des notions pourtant fécondes comme celle de service public. De grandes entreprises françaises du secteur, telles que EDF-GDF, la SNCF, l'Aérospatiale, la Poste, France Télécom, etc. sont menacées d'asphyxie en raison de l'impossibilité pour l'État de jouer son rôle d'actionnaire à cause des dispositions du traité de Maastricht. Il se confirme que le traité a été trop légèrement ratifié. Pourtant, malgré leurs défauts et certaines tendances hégémoniques, les grandes entreprises publiques ont rendu et continuent à rendre des services inestimables à nos concitoyens. On peut se demander si l'Éducation Nationale, si les Musées, les Ponts et Chaussées, les hôpitaux publics, etc. ne vont pas bientôt tomber entièrement dans la main des fanatiques de la prétendue *libre entreprise*. Beaucoup de privatisations sont parfaitement illégales. Le Préambule de la Constitution de 1946, repris dans celle de 1958 actuellement en

vigueur, ne précise-t-il pas : *Tout bien, toute entreprise dont l'exploitation a ou acquiert les caractéristiques d'un service public national ou d'un monopole de fait doit devenir propriété de la nation*. Qu'attendent les députés de l'actuelle opposition pour saisir le Conseil Constitutionnel au sujet de certaines privatisations ? Nous l'avons déjà écrit, plutôt que des nationalisations, nous aurions préféré des socialisations où seraient représentés, dans les organismes de direction, le personnel de l'entreprise et les consommateurs. Le retour à l'état sauvage n'est pas un progrès vers la civilisation.

Affaiblissement

L'absence de démocratie et de soucis sociaux dans les organismes supranationaux est préoccupante. De nombreux hommes politiques se plaignent de leur impuissance à décider, de leur faiblesse devant les puissances financières, les lobbies, les groupes boursiers. L'on peut, en effet, constater que même les ministres du P.S. qui étaient socialistes, oui il y en avait, se sont trouvés incapables de prendre des mesures favorables à l'intérêt général lorsqu'elles portaient si légèrement atteinte aux profits publicitaires, pharmaceutiques, banquiers, tabagistes, etc. Cela n'est pas nouveau pour nous qui savons qu'en régime capitaliste, c'est l'argent-roi qui gouverne aussi bien l'économie que la politique. Mais, ce qui est récent, c'est que des hommes d'État, pas seulement de gauche, le reconnaissent. Et ce qui fait problème c'est que des technocrates européens, sans mandat électif, donc irresponsables devant les citoyens, prennent des décisions qui nous engagent tous et promulguent, sous forme de directives européennes, de véritables lois constituant une législation qui s'impose au-dessus de celle des Etats-membres.

Lors d'un colloque sur le rôle de l'État dans l'économie européenne et mondiale qui s'est tenu à l'ENA en 1991*, C.Stoffaes, Professeur à l'Institut d'Études Politiques, a déclaré notamment : *le processus en cours depuis quelques années va bien au-delà de ces abandons de souveraineté. Il met désormais en question l'autonomie nationale de tous les aspects de la politique économiques...*

Lucidement

Le passage à l'économie distributive ne pourra pas se réaliser à l'encontre de cette situation de fait. Il n'est pas question de l'envisager par les moyens nécessairement violents résultant , par exemple, du marxisme-léninisme ou par l'action d'une minorité armée. Nous nous en tenons à l'espoir d'une évolution des mentalités imposant la volonté démocratique des populations intéressées. Il s'ensuit que nous devrons donc, dorénavant, convaincre une majorité d'électeurs, non seulement français, mais européens, que le système économique actuel est dépassé et incompatible avec les progrès de la technoscience. Comme notre action est à longue échéance, nous ne pouvons pas non plus ignorer la tendance à la mondialisation de l'économie. Même si de véritables institutions mondiales supranationales sont encore loin de nous et pas forcément contraignantes, il faudra bien que notre économie bâtie au départ pour des pays développés soit conciliable avec elles.

Comme nous ne sommes pas des casseurs, ni des criminels, ni des vedettes du show-biz, ni des intellectuels médiatiques, ni des grands prêtres du drame des exclus, ni des démagogues du petit écran, comme nous avons probablement plus de savoir-faire que de faire-savoir, les grands médias nous sont fermés. Il nous reste à utiliser, au mieux, nos faibles ressources et à nous démultiplier en organisant des réunions même peu nombreuses, en participant au maximum à tous les débats, en distribuant nos documents, en recherchant de nouveaux points de vente et de nouveaux abonnés, etc.

Inexorablement

Et puis nous espérons que les faits qui sont eux, incontournables, conduiront inexorablement nos contemporains vers une autre économie démocratique et distributiste. Un peu partout des signes précurseurs apparaissent, soit dans la réalité, comme le RMI, soit dans les discussions, comme celle sur la semaine de quatre jours trop vite enterrée, mais qui renaîtra. Les transitions seront longues et difficiles, il fallait s'y attendre. A nous de les faciliter.

Mais comment les évènements pourront-ils être plus démonstratifs que ceux que nous vivons, sans verser dans la catastrophe ultime ?

———

* Colloque organisé par *"Le Monde"* et *"ENA Recherche"* avec le soutien d'EDF et de la SNCF, à l'ENA, les 26,27-9-1991, sous le patronage de Mme E.Cresson, alors Premier Ministre. A fait l'objet du livre *"Où va l'État ? La souveraineté économique et politique en question"* , *Le Monde* Éd. Février 1993.

Un de nos fidèles lecteurs vous recommande

la librairie Turin
34, rue de Turin
75008 Paris

car on y trouve des ouvrages sur l'économie distributive.
Si vous voulez recommander de même d'autres adresses, faites-le nous savoir !

«Les capacités de production industrielle ont été largement sous-utilisées : 77,2 % au troisième trimestre, soit le taux le plus faible depuis 1981...
L'hypothèse d'une franche reprise de la consommation privée parait peu plausible à l'horizon d'un an... Cela s'explique principalement par l'état déprimé du marché du travail européen, susceptible d'entraîner encore des comportements de précaution. En effet, à 10,7 %, le taux de chômage communautaire se situe actuellement très au-dessus de son précédent point conjoncturel, 8,3 % en 1990. Un pic de 11% pourrait être atteint à l'été 1994.»

Ceci n'est pas extrait de *l'Humanité*, mais *d'Accents*, la lettre de gestion du Crédit Lyonnais de janvier 94 !

que l'argent soit

Tel est le titre d'un ouvrage récent écrit par François Rachline*. L'auteur, enseignant en économie, connaît indéniablement son sujet : en deux cent et quelques pages d'une écriture claire où fleurissent de nombreuses métaphores, il nous fait parcourir plus de deux millénaires d'histoire monétaire. Le discours de F. Rachline s'articule autour du schéma suivant : l'argent moderne, signe pur, création ex nihilo (ce en quoi il rejoint Duboin), est le produit d'une longue histoire où se conjuguent deux logiques : la première, verticale, du pouvoir du prince qui a le privilège de la frappe, de l'émission et des prélèvements ; la seconde, horizontale, de la communauté (les marchands), qui échange et, par tous les moyens possibles (crédit, lettres de change, billets), cherche à s'affranchir de l'esclavage provenant de la carence du métal précieux (or et argent). Les banques centrales qui sont des créations relativement modernes (et relativement indépendantes) s'inscrivent au croisement de ces deux dimensions majeures.

De belles images donc, telle la suivante : *«Le numéraire est donc la matière brute, le raisin de la vigne. La finance, elle, joue le rôle de pressoir : elle en extrait tout le jus possible.»* (p. 140)... Mais la plus belle femme du monde ne peut donner que ce qu'elle a... L'auteur est un économiste orthodoxe qui ne voit point de salut hors du système et de sa croissance infernale : «*...nous avons cessé d'être des pions inféodés au métal, et nous disposons enfin des moyens de nous payer l'avenir*, estime-t-il (p.182). *A condition d'accepter deux phénomènes jusqu'ici curieusement condamnés a priori : l'endettement et l'inflation*»... Qu'il nous permette de marquer notre scepticisme sur ce point...

D.K.

*(Calmann-Lévy, septembre 1993)

écrit par Teilhard de Chardin en 1947 :

«Je pense au phénomène du chômage, qui inquiète tellement les économistes, mais qui, pour un biologiste, est la chose la plus naturelle du monde : il annonce le dégagement de l'énergie spirituelle; deux bras libérés, c'est un cerveau libéré pour la pensée…»

dans *L'activation de l'énergie*, aux éditions du Seuil,

(envoi de A.F.)

bloc - notes

associations et revues

*

G.L.E.D
***G**roupe **L**iègeois*
*pour l'**E**conomie **D**istributive*

a publié la brochure
" Muter ou chuter "
et diffuse
livres et journaux
distributistes en Belgique.

L. Gosset,
21, rue Charles-Hansez
4630 MICHEROUX
Belgique

*

G.S.E.D.
***G**roupe des **S**alariés*
*pour l'**E**conomie **D**istributive*
11, rue St-Vincent-de-Paul
13000 MARSEILLE

*

RÉSISTANCE
à l'agression publicitaire

61, rue Victor-Hugo,
93500 PANTIN

*

E D E N
***E**quipes pour la **D**iffusion*
*d'une **E**conomie **N**ouvelle*
6 bis, rue Berthe-de-Boissieux
38000 GRENOBLE

*

CLUB DE L'AN 2000
contact : L. Gilot
12/59, rue de Belfort
92110 CLICHY

*

CITOYENS DU MONDE
15, rue Victor-Duruy
75015 PARIS

*

UNION PACIFISTE
4, rue L. Hoche
92100 BOULOGNE

*

*

LE PUBLIPHOBE
56 bis, rue Escudier
92100 BOULOGNE

*

ÉVASIONS

publiée par l'Age du Verseau
"Pour une nouvelle
conscience planétaire"

103, Résidence Garderose
33500 LIBOURNE

*

FRAGMENTS
Lettre mensuelle alternative
de recherche créditiste

5, passage Fontaine-del-Saulx
59800 LILLE

*

TAM-TAM

33, rue de Rénipont
1380 OHAIN
Belgique

*

TRANSVERSALES
Sciences / Culture

21, Bd de Grenelle
75015 PARIS

*

A CONTRE-COURANT
syndical et politique

4, rue des Iris
52100 SAINT-DIZIER

*

A propos des pronostics sur le XXI ème siècle.

Dans le numéro 928, j'ai remarqué à la rubrique "Réflexions", p.11, votre article intitulé "XXIe siècle : les pronostics sont ouverts" dans lequel vous mentionnez mon ouvrage "Les fondements du XXIe siècle". Toutefois, il me semble que vous avez fait un contresens sur le contenu de mon livre. Vous écrivez en effet "Lester Thurow, quant à lui, voit cet avenir qui se rapproche de manière plutôt europtimiste. Sa thèse n'est pas démentie par A. Gandillon dans "Les Fondements du XXIe siècle, réflexions pour un renouveau européen". Or tel n'est pas le cas. Si j'ai écrit ce livre, c'est tout au contraire parce que je suis inquiet, sinon pessimiste, à l'observation de l'évolution actuelle des peuples européens, quant à leur avenir. L'objet de mon ouvrage consiste d'abord à analyser les facteurs de la crise spirituelle, démographique, économique que traverse ce que j'appelle le monde euro-chrétien, puis à définir par quels moyens et à quelles conditions ils pourront sortir du déclin et de leur décadence actuelle et espérer aborder victorieusement le XXIe siècle.

J'ajoute que je mentionne Jacques Duboin à plusieurs reprises (p. 343, 787, 973) en signalant la pertinence de ses analyses et en m'efforçant, tout au long des chapitres consacrés à l'économie, de généraliser sa pensée en traitant le système "Prix-salaires-profits" comme un phénomène physique. Autrement dit, j'étudie selon quelles variables, à quelles conditions ce système économique peut ou ne peut plus fonctionner. Je mets ainsi en évidence les périodes de blocages que le système "Prix-salaires-profits" a connues dans le passé et connaît actuellement et j'amorce des propositions de solutions.

…Lisant toujours la Grande Relève avec grand intérêt, je n'en partage pas pour autant certains présupposés idéologiques dits "socialistes" relatifs à un idéal internationaliste de fraternité universelle et de liberté fondée sur des droits avant de l'être sur des devoirs dont on constate actuellement les désastreuses conséquences sur nos sociétés européennes. Ils refusent trop souvent de tenir compte de ces réalités incontournables que sont le fait ethnique et la dynamique conflictuelle qui marquent l'histoire de l'humanité depuis ses origines. L'homme est d'abord enraciné dans un peuple et dans une culture et ne peut se développer et s'épanouir qu'à l'intérieur de ce cadre. C'est celui-ci qu'il faut d'abord préserver et l'économie ne constitue que l'un des facteurs concourant à cette préservation. A l'époque de Jacques Duboin, le monde euro-chrétien était encore dominant et les signes de son affaiblissement moral interne assez peu visibles pour qu'il s'y attardât longuement. Il supposait implicitement comme acquise l'existence des éléments moraux et spirituels indispensables au fonctionnement harmonieux de toute société. Actuellement, à l'observation des faits, il ne peut plus en être de même et il faut intégrer à la réflexion économique ces éléments invariants sans lesquels aucune société, aucun peuple ne peut exister durablement. Tel a été le travail que je me suis efforcé de réaliser dans mon livre.

André Gandillon

Réponse d'Aziz Renard :

J'ai certainement commis un contresens en citant votre ouvrage et je vous prie de m'en excuser. A mes yeux, il importait avant tout de mettre en évidence le grand nombre des hypothèques, des O.P.A. en quelque sorte, qui, d'ores et déjà, en provenance de tous les coins du monde, sont lancées par divers particularismes (nationaux ou continentaux) sur ce pauvre XXIe siècle. Or, de ce point de vue, il semble que vos propos ne démentent pas le fond de ma pensée. Votre pessimisme concerne avant tout ce que vous nommez le monde euro-chrétien et le sous-titre que vous donnez à votre ouvrage marque bien, explicitement, votre espoir d'un renouveau européen, exclusif, donc, à notre continent.

A l'appui de votre thèse, vous estimez que certains présupposés idéologiques, tels que l'idéal internationaliste défendu dans *la Grande Relève* : *refusent trop souvent de tenir compte de ces réalités incontournables que sont le fait ethnique et la dynamique conflictuelle qui marque l'histoire de l'humanité depuis ses origines. L'homme,* d'après vous, *est d'abord enraciné dans un peuple et dans une culture et ne peut se développer et s'épanouir qu'à l'intérieur de ce cadre.*

Bien que je ne sois pas foncièrement en désaccord avec vos propos, je crois qu'il convient néanmoins de les nuancer ; j'en tire, en tout état de cause, des conclusions sensiblement différentes des vôtres.

Vous avez parfaitement raison de souligner que l'histoire de l'humanité est, avant toutes choses, marquée par une dynamique conflictuelle. Toutes les études archéologiques et anthropologiques mettent en évidence le fait que dans la préhistoire, les affrontements intrahumains sont sensiblement moins fréquents et dévastateurs que dans l'histoire. L'histoire est donc, avant tout, un moment de l'évolution humaine où l'homme s'exploite et s'affronte : tel est le prix qu'il doit consentir pour accélérer son évolution.

Quelles formes ont prises ces conflits qui sont tellement caractéristiques de l'histoire ? L'école

marxiste a vu toute l'histoire marquée par la lutte des classes, c'est-à-dire par des conflits verticaux, intra-sociaux (jacqueries, révoltes d'esclaves, frondes et autres guerres civiles). Or, il semble bien que les conflits horizontaux, inter-sociaux (guerres tribales, ethniques, impériales ou nationales) aient transcendé les conflits intra-sociaux. Mai peu importe la dimension - horizontale ou verticale - de ces luttes. Il convient de rendre ici hommage à Hegel qui avait deviné la vraie nature de l'histoire dans sa dialectique du maître et de l'esclave. De ce point de vue spécifiquement hégélien, l'histoire apparaît comme un prodigieux brassage, un formidable courant de convection à travers lequel, comme j'ai déjà eu l'occasion de l'écrire, des tribus, des ethnies, des classes sociales, des nations, des empires, des continents entiers deviennent tout à tour maîtres puis esclaves. On peut d'ailleurs, à ce sujet, si l'histoire doit se poursuivre avec de si puissants courants, comprendre vos craintes pour l'Europe : après avoir été porté au sommet de la vague historique, notre continent risque de sombrer…

Ce phénomène historique éminemment conflictuel vient de connaître son apogée avec la récente Révolution industrielle que nous connaissons depuis deux siècles et, surtout, depuis ce dernier : jamais l'espèce humaine n'a connu autant d'affrontements sanglants, jamais elle n'a connu une croissance aussi rapide ; ces deux choses étant, bien évidemment, liées. Or, il semble qu'aujourd'hui cette croissance s'essouffle, ce qui nous incline à penser que les conflits devraient suivre la même voie et, donc, s'apaiser. L'histoire, dans son sens profondément conflictuel et antagonique, devrait bientôt commencer à se calmer…

Voilà pourquoi, si mon raisonnement est juste, nous pouvons nous inscrire en faux contre l'idéologie dominante qui est très pessimiste. Voilà pourquoi, dans le court article où je mentionne votre ouvrage, je forme un vœu qui me paraît réaliste (et non platonique), celui *que le début prochain du troisième millénaire verra enfin cesser cette compétition meurtrière dont l'homme (quelle que soit son origine) est la première victime et s'amorcer la résorption des inégalités qui, aujourd'hui, ont atteint leur exacerbation maximum.* Cela ne signifie certainement pas que tout conflit ou toute contradiction seront exclus de notre développement mais plutôt qu'ils reviendront à de plus justes proportions.

Je partage globalement votre avis lorsque vous estimez que l'homme est *d'abord enraciné dans un peuple et dans une culture*. Toutefois, ici aussi, les prodigieux mouvements de brassage occasionnés par la révolution industrielle n'ont cessé de déraciner un nombre considérable de nos congénères : les paysans chassés de leurs terres par les gains de productivité agricole, les ressortissants des pays sous-développés chassés par la misère… Il faudra un jour tenter une étude comparative de ces deux phénomènes et l'on en saisira rapidement l'origine unique. Quoiqu'il en soit, ce sont des centaines de millions de personnes qui ont été déracinées, déculturées, et qui, aujourd'hui plus que jamais, continuent d'affluer vers les immenses métropoles modernes où elles mènent des existences d'assistés.

La Révolution industrielle a donc impliqué une exacerbation des inégalités, des différenciations (ville/campagne, développement /sous-développement, travailleur /chômeur, etc.).La fin prochaine de ce phénomène devrait nous permettre d'envisager une résorption de ces diverses inégalités. On peut souhaiter pour nos enfants un nouvel enracinement dans des structures sociales moins traumatisantes que ces villes immenses et inhumaines ; on peut souhaiter qu'une nouvelle culture, de nouvelles traditions resurgiront ça et là. Il faudra toutefois attendre quelques générations avant que l'humanité ne puisse présenter une physionomie plus engageante que celle qu'elle revêt aujourd'hui.

Cet *idéal internationaliste de fraternité universelle et de liberté* que vous ressentez à travers les positions défendues dans *la Grande Relève* est fondé, d'après vous, *sur les droits avant de l'être sur les devoirs* (…). Vos propos appellent certaines précisions. Certes, les propositions distributistes font état de certains droits élémentaires qui sont escamotés par l'idéologie libérale : le droit, pour chaque être humain, de mener une existence décente, ou encore, le droit au travail qui est actuellement, chaque jour, bafoué un peu plus. Mais ce faisceau de droits sur lequel nous devons faire reposer le monde futur est indissociable des devoirs de chacun. C'est, du reste, la raison pour laquelle nous prônons l'instauration d'un service social, voire même d'un contrat civique (idée plus particulièrement défendue par Marie-Louise Duboin), permettant à chaque citoyen de se libérer de ses obligations vis-à-vis de la société. Ce nouveau devoir érigé au rang d'institution offre deux intérêts bien distincts : pour la société, elle lui permet de fonctionner normalement et de se pérenniser. Pour chaque individu, ce devoir civique qu'il remplit en accomplissant son service social lui permet de ne pas se sentir inutile.

En tout état de cause, ces nouvelles structures sociales qui devront s'imposer au plus tôt, ne pourront, à terme, qu'embrasser l'humanité entière : depuis 1492, le monde entier n'a cessé d'intensifier son interdépendance. L'idée d'un hypothétique développement en déconnexion (pour reprendre l'expression de Samir Amin) de l'économie mondiale est parfaitement utopique. Quelle que soit la région qui initialisera le processus de transition vers la société future, c'est le sort de l'humanité entière que la grande transformation à venir devra, à terme, concerner. Cet internationalisme que je manifeste ici ne relève pas tant d'un idéal que d'une réalité concrète, incontournable.

A.R.

Un constat :

L'histoire nous apprend que, depuis son apparition sur la Terre, l'homme a cherché à assurer sa subsistance en exploitant la nature de plus en plus efficacement, c'est à dire, finalement en réduisant le travail qu'il lui fallait fournir. Pour cela, il a inventé des outils de plus en plus perfectionnés. Lents au début, presqu'imperceptibles, ces progrès ont dans les dernières décennies pris un caractère exponentiel, si bien que, dans les pays industrialisés, l'homme dispose maintenant d'innombrables esclaves mécaniques, automatisés, informatisés…Qui plus est, il a même découvert certains codes de la nature qui lui permettent de la commander, de la modifier et, presque, de lui faire produire ce qu'il veut, comme il veut, quand il veut.
Cette ***Grande Relève des Hommes par la Science*** [1] dans tous les processus de production marque un **changement de civilisation,** le plus grand de tous les temps et certainement le plus rapide. Tellement rapide dans les pays industrialisés que les hommes n'ont pas encore pris conscience de sa conséquence majeure : *on ne peut plus mesurer le pouvoir d'achat à la durée d'un travail accompli.*
Surproductions et croissance du chômage, entraînant récession, destructions, exclusions, délinquance, drogues et guerres, sont les manifestations les plus frappantes de l'inadaptation de notre système économique aux transformations radicales du processus de création de biens et de services.
C'est ***ce qu'on appelle la crise*** [1]**.**

L'adaptation nécessaire

Les transformations sociales qu'impose l'adéquation du système économique actuel aux nouveaux moyens de création de richesses sont à la mesure de cette révolution sans précédent. Pour les imaginer et les mettre en œuvre, il faut donc aller à l'encontre d'habitudes et de modes de penser millénaires, au risque, évidemment, de passer pour "utopistes".
Cette utopie, c'est l'économie distributive, qui pose en principe que toute production physiquement et écologiquement réalisable doit être accessible à tous. En effet, avec la fin de l'ère de la rareté des biens et des services s'achève l'ére de l'échange : un pouvoir d'achat (salaire pour la plupart des gens) contre un temps de travail. Une double réorganisation s'impose donc : d'une part, **répartir entre tous les tâches encore nécessaires** à la production, tâches dont la durée diminue constamment grâce aux progrès technologique, d'autre part, **distribuer le pouvoir d'achat** correspondant globalement à la valeur des biens et des services produits, dont la quantité peut s'accroître en fonction des besoins.

Le partage des tâches :

On peut considérer le partage des tâches comme un **service social**, que chaque individu doit accomplir au cours de son existence, selon ses aptitudes et suivant les besoins sociaux. C'est son **devoir de citoyen**. Bien que l'opinion "progressiste" en France commence depuis peu à l'envisager, ce partage est une remise en cause totale de la notion d'emploi. Il s'agit en effet de ne plus considérer le "travail" comme l'activité essentielle de l'homme, commandant toutes les autres et déterminant à vie son "niveau social" et d'admettre que d'autres activités, non mesurables en termes économiques, sont, au moins, tout aussi fondamentales.

La distribution du pouvoir d'achat :

Elle se fait en créditant périodiquement, et de sa naissance à sa mort, le compte que chaque citoyen a dans une banque (nouveau régime). Pour effectuer ses achats, chacun dispose d'une carte à puce (du type de celles existant actuellement ou plus perfectionnée), ou d'un carnet de chèques, s'il préfère. Tout comme aujourd'hui, le montant de l'achat est déduit par sa banque du compte qu'il possède. Rien n'est donc changé pour le consommateur. Par contre, le compte du vendeur n'est pas crédité de ce montant. Autrement dit, dès qu'un bien ou service est parvenu à son consommateur, le crédit correspondant est annulé. **La monnaie distributive ne circule pas**, elle ne sert qu'à acheter, elle ne peut être placée pour rapporter un intérêt (elle n'est pas thésaurisable), elle n'est plus anonyme.
Le montant des crédits à distribuer chaque mois (par exemple) est un problème informatique analogue, sinon plus simple, que celui que traitent actuellement et en temps réel les milieux boursiers et financiers. En gros, il consiste à évaluer démocratiquement, à partir des besoins manifestés par les consommateurs, la production à réaliser pendant une période donnée, en tenant compte de diverses contraintes [2] et des investissements nécessaires à cette production ainsi que des besoins des services publics. Le montant total du "**revenu social**" distribué est la différence entre la valeur de la production estimée pour la période considérée et la valeur des investissements nécessaires à réaliser cette production. Considérant que tous les citoyens d'une même région (au sens large), puisqu'ils sont tous et au même titre, co-héritiers des fruits du travail et des recherches qui ont abouti aux moyens actuels de production, J. Duboin proposait un revenu social égal pour tous, autrement dit **l'égalité économique**.
Evidemment, on ne peut atteindre cet objectif qu'à long terme, la plupart des hommes n'étant pas prêts culturellement à un tel changement. Il est donc nécessaire de prévoir un certain nombre de mesures transitoires.

→

———
1. Titre de l'un des premiers ouvrages publiés par J. Duboin.

———
2. d'environnement, de sauvegarde des ressources, etc.

Les mesures de transition :
Quelques groupes de réflexions particulièrement avancés, en France, en Europe, et plus généralement dans le monde industrialisé, envisagent depuis quelques années l'instauration d'un revenu minimum, égal pour tous, associé éventuellement à un travail rémunéré, de façon à maintenir une hiérarchisation des revenus. Nous considérons cette "**allocation universelle minimale**" comme une première transition vers l'économie distributive, destinée à faire évoluer les mentalités. Et pour avancer un peu plus dans cette voie, nous proposons de répartir le pouvoir d'achat sous forme d'un **revenu de citoyenneté** déterminé à partir d'un **contrat civique** [3] renouvelable et modifiable en fonction des résultats obtenus.
En bref, l'objectif du contrat civique est de rendre le citoyen autonome et responsable, de lui donner la possibilité de décider de l'orientation de sa vie, d'innover, de faire preuve d'originalité et surtout de faire valoir ses diverses activités [4], même celles qui ne sont pas mesurables suivant les normes économiques traditionnelles. Simple définition du service civil choisi, ou projet ambitieux de création d'entreprise, le contrat civique est conclu entre chaque citoyen et des instances compétentes, tout projet de contrat à examiner devant faire l'objet d'une très large publicité préalable.
Ces instances doivent être mises en place au niveau adapté à l'envergure du projet (autrement dit, en respectant le principe de subsidiarité), et composées d'élus, de représentants des professionnels concernés et, au moins pour moitié, de consommateurs siégeant à titre personnel.

Nous vous proposons ci-dessous quelques ouvrages qui vous permettront d'approfondir votre réflexion.

M-L D.

3. voir notre N° 901

4. lire *Les affranchis de l'an 2000*.

◊ ***Pour faire réfléchir autour de vous:***

KOU, L'AHURI ou la misère dans l'abondance

un livre plein d'humour, écrit par Jacques DUBOIN en 1935, dans un style caustique, et qui dénonce (déjà) le conservatisme des économistes classiques (65 F, franco).

L'ÉCONOMIE LIBÉRÉE

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant (en décembre 1985) les thèses distributistes. Un outil de travail efficace, facile à lire, court et avec de nombreux graphiques (22 F, franco). Une petite brochure à diffuser.

◊ ***Pour votre réflexion personnelle :***

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

livre du même auteur. Se lit comme un roman pour faire comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails (Edition Syros, 85 F, franco).

◊ ***Pour animer une discussion :***

UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN

par André PRIME, reproduisant le texte d'une de ses conférences, dans le style de la conversation (20 F, franco).

◊ ***Pour avoir un résumé rapide de nos thèses :***

L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS

un numéro hors série (Janvier 1992, 25 F franco), pour prendre rapidement connaissance de nos propositions.

◊ ***Enfin une bande dessinée :***

«ET SI ON CHANGEAIT?»

redessinée par Jacques VIGNES-ELIE (35 F, franco).

Tous ces documents peuvent être commandés au journal.

Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris.

Ces deux pages de résumé sont disponibles sous forme d'un tract,
au prix d'un franc l'un, plus les frais d'envoi.
La traduction de ce tract en espéranto est également disponible, dans les mêmes conditions.